

Rapport financier intermédiaire pour la période close le 28 septembre 2019

LOGISTEC T3 2019

Produits

(en millions de dollars canadiens)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| Mars | 64,9 | 60,1 | 82,4 | 114,7 |
| Juin | 79,6 | 101,9 | 149,2 | 156,2 |
| Septembre | 103,1 | 168,3 | 184,5 | 195,3 |
| Décembre | 95,8 | 145,5 | 168,7 | |
| Depuis le début de l'exercice | 343,3 | 475,7 | 584,9 | 466,2 |

BAIIA ajusté ⁽²⁾

(en millions de dollars canadiens)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 ⁽¹⁾ |
|-------------------------------|------|------|-------|---------------------|
| Mars | 2,7 | 3,4 | (3,2) | 1,2 |
| Juin | 6,2 | 11,9 | 14,9 | 21,7 |
| Septembre | 15,8 | 29,0 | 33,2 | 36,1 |
| Décembre | 17,4 | 30,4 | 19,3 | |
| Depuis le début de l'exercice | 42,0 | 74,7 | 64,2 | 59,0 |

Résultat attribuable aux propriétaires de la Société

(en millions de dollars canadiens)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 ⁽¹⁾ |
|-------------------------------|--------|-------|-------|---------------------|
| Mars | (0,01) | (1,5) | (9,5) | (8,9) |
| Juin | 1,0 | 4,8 | 1,9 | 5,9 |
| Septembre | 9,2 | 11,0 | 22,3 | 17,4 |
| Décembre | 8,9 | 13,2 | 3,4 | |
| Depuis le début de l'exercice | 18,9 | 27,4 | 18,1 | 14,4 |

Résultat par action total ⁽³⁾

(en dollars canadiens)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 ⁽¹⁾ |
|-------------------------------|--------|--------|--------|---------------------|
| Mars | (0,01) | (0,13) | (0,75) | (0,70) |
| Juin | 0,07 | 0,37 | 0,14 | 0,45 |
| Septembre | 0,71 | 0,83 | 1,69 | 1,33 |
| Décembre | 0,71 | 1,01 | 0,26 | |
| Depuis le début de l'exercice | 1,48 | 2,11 | 1,38 | 1,10 |

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16 Contrats de location (« IFRS 16 »). Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes annexes aux états financiers consolidés T3 2019. Les données comparatives n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 5.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données financières trimestrielles choisies à la page 5.



À nos actionnaires

Faits saillants du troisième trimestre de 2019 :

- Les produits consolidés ont augmenté de 10,8 millions \$ (5,8 %) pour s'établir à 195,3 millions \$;
- Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'est établi à 36,1 millions \$;
- Le résultat dilué par action total s'est élevé à 1,33 \$;
- Le 7 août 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 3,0 %.

Faits saillants de la période de neuf mois close le 28 septembre 2019 :

- Les produits consolidés ont augmenté de 50,0 millions \$ (12,0 %) pour s'établir à 466,2 millions \$;
- Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'est établi à 59,0 millions \$;
- Le résultat dilué par action total s'est élevé à 1,10 \$.

Le troisième trimestre de 2019 s'est soldé par un résultat consolidé attribuable aux propriétaires de la Société de 17,4 millions \$ comparativement à un résultat de 22,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2018. Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société s'est traduit, quant à lui, par un résultat dilué par action total de 1,33 \$, dont 1,27 \$ était attribuable aux actions ordinaires de catégorie A et 1,40 \$ aux actions subalternes à droit de vote de catégorie B.

La diminution du résultat attribuable aux propriétaires de la Société au troisième trimestre de 2019, en regard de celui enregistré au cours de la période correspondante, est essentiellement liée à la différente attribution de la participation ne donnant pas le contrôle, au taux d'imposition effectif global reflétant notre positionnement géographique de nos activités, à un volume d'affaire attribuable à des activités nécessitant plus de main-d'œuvre et à l'augmentation de la charge de désactualisation inhérente à l'adoption de l'IFRS 16.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société depuis le début de l'exercice considéré s'apparente à celui enregistré en 2018, et ce, malgré la hausse des coûts découlant de l'adoption de l'IFRS 16. Somme toute, le résultat d'exploitation présenté à titre comparatif a augmenté de 2,0 millions \$ par rapport à celui inscrit à l'exercice précédent. Comme chaque année, nos services connaissent des hauts et des bas, mais s'équilibrent les uns les autres au cours des trimestres. Ces fluctuations sont notamment liées à l'amélioration du rendement dégagé par les activités de manutention de marchandises en vrac et diverses au sein de notre secteur des services maritimes, de gestion des sols par Sanexen et de la technologie Aqua-Pipe installée par FER-PAL. En contrepartie, nous avons constaté une baisse des volumes des conteneurs, une diminution des activités liées à Aqua-Pipe au Québec et de celles liées à la fabrication de boyaux tissés.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 5.

Perspectives

Nous sommes optimistes quant aux perspectives pour le reste de l'année. Nous anticipons obtenir de bons résultats dans notre secteur des services maritimes. De plus les activités de notre secteur des services environnementaux devraient s'intensifier au fur et à mesure que progresseront les projets de restauration de sites au cours des prochains mois. Les efforts consacrés aux activités de FER-PAL devrait aussi jouer en notre faveur, les résultats de ces activités ayant progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Le 7 août 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 3,0 %, reflet de sa confiance envers l'engagement de la Société en matière de croissance soutenue à long terme.

(signé) James C. Cherry

James C. Cherry, FCPA, FCA
Président du conseil

(signé) Madeleine Paquin

Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction

Le 6 novembre 2019

Introduction

Le présent rapport de gestion traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les trimestres et les neuf mois clos le 28 septembre 2019 et le 29 septembre 2018. Toutes les données financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers T3 2019 ») ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), au moyen des mêmes méthodes que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés audités 2018, à l'exception de ce qui est décrit à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés T3 2019 (« notes T3 2019 »). Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Nos activités

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

Services maritimes

LOGISTEC offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime et industrielle. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 34 ports et 60 terminaux à l'échelle de l'Amérique du Nord. Elle est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation.

Les autres services maritimes offerts incluent des services de transport maritime côtier principalement vers l'Arctique et des services d'agences maritimes aux armateurs et exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien.

Services environnementaux

La Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre à une clientèle industrielle et municipale des services environnementaux axés sur la réhabilitation structurale sans tranchée des conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

Données financières trimestrielles choisies

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

| | T1 \$ | T2 \$ | T3 \$ | T4 \$ | Depuis le début de l'exercice \$ |
|---|----------|----------|----------|----------|---|
| 2019 ⁽¹⁾ | | | | | |
| Produits | 114 748 | 156 175 | 195 293 | | 466 216 |
| BAlIA ajusté ⁽²⁾ | 1 168 | 21 744 | 36 040 | | 58 952 |
| Résultat attribuable aux propriétaires de la Société | (8 890) | 5 927 | 17 393 | | 14 430 |
| Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽³⁾ | (0,67) | 0,44 | 1,31 | | 1,09 |
| Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽⁴⁾ | (0,74) | 0,49 | 1,44 | | 1,19 |
| Résultat de base total par action | (0,70) | 0,46 | 1,37 | | 1,13 |
| Résultat dilué par action de catégorie A | (0,67) | 0,43 | 1,27 | | 1,06 |
| Résultat dilué par action de catégorie B | (0,74) | 0,48 | 1,40 | | 1,16 |
| Résultat dilué total par action | (0,70) | 0,45 | 1,33 | | 1,10 |
| | T1 \$ | T2 \$ | T3 \$ | T4 \$ | Exercice \$ |
| 2018 | | | | | |
| Produits | 82 442 | 149 182 | 184 537 | 168 717 | 584 878 |
| BAlIA ajusté ⁽²⁾ | (3 184) | 14 920 | 33 147 | 19 294 | 64 177 |
| Résultat attribuable aux propriétaires de la Société | (9 477) | 1 868 | 22 256 | 3 413 | 18 060 |
| Résultat de base par action de catégorie A | (0,72) | 0,14 | 1,68 | 0,26 | 1,37 |
| Résultat de base par action de catégorie B | (0,80) | 0,16 | 1,85 | 0,28 | 1,51 |
| Résultat de base total par action | (0,75) | 0,15 | 1,75 | 0,27 | 1,43 |
| Résultat dilué par action de catégorie A | (0,72) | 0,14 | 1,62 | 0,25 | 1,32 |
| Résultat dilué par action de catégorie B | (0,80) | 0,15 | 1,78 | 0,27 | 1,45 |
| Résultat dilué total par action | (0,75) | 0,14 | 1,69 | 0,26 | 1,38 |

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019. Les données comparatives de 2018 n'ont pas été retraitées.

⁽²⁾ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS ci-après.

⁽³⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

⁽⁴⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

Mesure non conforme aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à une mesure non conforme aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAlIA ajusté ») n'est pas défini selon les IFRS et, par conséquent, ne peut être présenté à titre officiel dans les états financiers T3 2019. La définition du BAlIA ajusté de la Société comprend le remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service et ne prend pas en compte les pertes de valeur. La définition du BAlIA ajusté employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAlIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier qu'opérationnel.

RAPPORT DE GESTION T3 2019

(non audité)

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

| | T1 \$ | T2 \$ | T3 \$ | T4 \$ | Depuis le début de l'exercice \$ |
|---|----------|----------|----------|----------|---|
| 2019 | | | | | |
| Résultat de la période | (8 931) | 6 106 | 17 478 | | 14 653 |
| PLUS : | | | | | |
| Dotation aux amortissements | 10 834 | 10 728 | 10 497 | | 32 059 |
| Charges financières nettes | 2 552 | 2 804 | 2 662 | | 8 018 |
| Impôt sur le résultat | (3 287) | 2 106 | 5 403 | | 4 222 |
| BAIIA ajusté ⁽¹⁾ | 1 168 | 21 744 | 36 040 | | 58 952 |
| | T1 \$ | T2 \$ | T3 \$ | T4 \$ | Exercice \$ |
| 2018 | | | | | |
| Résultat de la période | (8 326) | 3 060 | 19 823 | 3 437 | 17 994 |
| PLUS : | | | | | |
| Dotation aux amortissements | 6 083 | 6 485 | 7 385 | 8 627 | 28 580 |
| Pertes de valeur | — | — | — | 6 821 | 6 821 |
| Charges financières nettes | 804 | 2 745 | 1 858 | 2 067 | 7 474 |
| Impôt sur le résultat | (1 745) | 2 630 | 4 081 | (1 658) | 3 308 |
| BAIIA ajusté | (3 184) | 14 920 | 33 147 | 19 294 | 64 177 |
| 2017 | | | | | |
| Résultat de la période | (1 559) | 4 781 | 12 167 | 11 967 | 27 356 |
| PLUS : | | | | | |
| Dotation aux amortissements | 4 026 | 4 223 | 12 419 | 13 191 | 33 859 |
| Pertes de valeur | — | — | — | 2 917 | 2 917 |
| Charges financières nettes | 312 | 397 | 791 | 2 033 | 3 533 |
| Impôt sur le résultat | (220) | 2 535 | 3 610 | 286 | 6 211 |
| Remboursement par un client d'un placement dans un contrat de service | 865 | — | — | — | 865 |
| BAIIA ajusté | 3 424 | 11 936 | 28 987 | 30 394 | 74 741 |
| 2016 | | | | | |
| Résultat de la période | (501) | 938 | 9 162 | 8 887 | 18 486 |
| PLUS : | | | | | |
| Dotation aux amortissements | 3 036 | 3 450 | 3 661 | 4 141 | 14 288 |
| Pertes de valeur | — | — | — | — | — |
| Charges financières nettes | 243 | 364 | 606 | 487 | 1 700 |
| Impôt sur le résultat | (169) | 1 343 | 2 319 | 3 775 | 7 268 |
| Remboursement par un client d'un placement dans un contrat de service | 70 | 72 | 74 | 76 | 292 |
| BAIIA ajusté | 2 679 | 6 167 | 15 822 | 17 366 | 42 034 |

⁽¹⁾ Les données de 2019 font état de l'adoption de l'IFRS 16. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019. Les données comparatives n'ont pas été retraitées.

Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre, ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

GSM

Le 1^{er} mars 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans GSM Maritime Holdings, LLC, propriétaire ultime de Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), pour un prix d'achat de 67,6 millions \$ US (85,6 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. GSM offre des services de manutention de marchandises sur la côte américaine du golfe du Mexique à une clientèle variée.

PATE

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate Stevedore Company, Inc. (« Pate »), pour un prix d'achat de 9,6 millions \$ US (12,4 millions \$ CA), sous réserve de certains ajustements. Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5,6 millions \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1,9 million \$ et une baisse de l'actif courant de 0,2 million \$ ainsi que l'ajustement correspondant de 7,4 millions \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

Veuillez vous reporter à la note 5 des notes T3 2019 pour plus de précisions.

Résultats

Produits

Au cours du troisième trimestre de 2019, les produits consolidés se sont élevés à 195,3 millions \$, soit une hausse de 10,8 millions \$, ou 5,8 %, par rapport à ceux de 184,5 millions \$ à la période correspondante de 2018. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence favorable de 1,5 million \$ sur les produits consolidés au troisième trimestre de 2019, contrairement au taux de change en vigueur au troisième trimestre de 2018.

Au troisième trimestre de 2019, les produits du secteur des services maritimes ont atteint 100,9 millions \$, en hausse de 4,5 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à ceux du troisième trimestre de 2018. Cette hausse est attribuable à une augmentation globale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité a été plus élevé au cours de ce trimestre par rapport à celui de la période correspondante de 2018.

Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 94,4 millions \$, en hausse par rapport à ceux de 88,1 millions \$ inscrits au troisième trimestre de 2018. Cette hausse de 6,3 millions \$ découle surtout de l'augmentation des produits tirés des services de restauration de sites et de décontamination par rapport à ceux de l'exercice précédent, qui a été en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés de la fabrication de boyaux tissés.

Pour les neuf mois clos le 28 septembre 2019, les produits consolidés ont totalisé 466,2 millions \$, soit une hausse de 50,0 millions \$ par rapport à 416,2 millions \$ pour la période correspondante de 2018. La force du dollar américain par rapport au dollar canadien en 2019 a eu une incidence favorable de 5,8 millions \$ sur les produits consolidés depuis le début de l'exercice. Les produits du secteur des services maritimes ont atteint 286,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2019, en hausse de 41,1 millions \$ par rapport à 245,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable aux regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui ont généré des ventes additionnelles de 36,6 millions \$, et à une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité a repris de la vigueur en 2019 par rapport à celui de la même période en 2018. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 179,7 millions \$, en hausse de 8,9 millions \$, ou 5,2 %, par rapport aux produits de 170,8 millions \$ pour la période de neuf mois correspondante de 2018. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des produits tirés des services de restauration de sites et de décontamination ainsi que des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines.

Charge au titre des avantages du personnel

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté de 7,6 millions \$, ou 8,6 %, pour atteindre 95,3 millions \$ au troisième trimestre de 2019, une augmentation comparativement à la charge de 87,7 millions \$ inscrite au trimestre correspondant de 2018. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse des produits décrite précédemment et un volume d'affaires attribuable à des activités nécessitant plus de main-d'œuvre au sein des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits au cours du troisième trimestre de 2019 s'est établi à 48,8 %, comparativement à celui de 47,5 % pour la période correspondante de 2018.

Pour les neuf premiers mois de 2019, la charge au titre des avantages du personnel s'est élevée à 232,4 millions \$, soit 21,0 millions \$, ou 9,9 %, de plus que celle de 211,4 millions \$ enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse provient des regroupements d'entreprises de GSM et de Pate, qui, combinés, représentent une charge au titre des avantages du personnel d'une valeur totale de 14,9 millions \$. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits s'est établi à 49,8 %, en baisse comparativement à celui de 50,8 % inscrit à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge relative au matériel et fournitures

La charge relative au matériel et fournitures s'est chiffrée à 50,8 millions \$ au troisième trimestre de 2019, soit une augmentation de 3,6 millions \$ en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La proportion de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés de 26,0 % est demeurée relativement stable au troisième trimestre de 2019, comparativement à celle de 25,6 % du troisième trimestre de 2018.

La charge relative au matériel et fournitures s'est établie à 124,4 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2019, soit une hausse de 13,5 millions \$, ou 12,2 %, comparativement à celle de la période correspondante de 2018. Cette hausse est conforme à l'augmentation de nos produits. Par conséquent, le ratio global de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits est resté stable à 26,7 % au cours des neuf premiers mois de 2019, comparativement à 26,6 % pour la période équivalente de 2018.

Charges locatives

Au troisième trimestre de 2019, les charges locatives ont totalisé 11,3 millions \$, ou 14,9 millions \$, compte non tenu de l'adoption de l'IFRS 16. Le ratio des charges locatives sur les produits consolidés, compte non tenu de l'adoption de l'IFRS 16, s'est établi à 7,6 %, ce qui s'apparente à celui de 6,9 % inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges locatives ont totalisé 30,9 millions \$, ou 41,3 millions \$, au cours des neuf premiers mois de 2019, compte non tenu de l'adoption de l'IFRS 16. Le ratio des charges locatives sur les produits consolidés, compte non tenu de l'adoption de l'IFRS 16, s'est établi à 8,8 %, ce qui s'apparente à celui de 8,1 % inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'IFRS 16 exige la comptabilisation des actifs et des passifs s'y rattachant à l'égard de toutes les obligations contractuelles auparavant comptabilisées à titre de contrats de location simple selon l'IAS 17 *Contrats de location*, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent soit de faible valeur. Les paiements de loyers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 16 se sont élevés à 3,6 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2019 et à 10,3 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2019. Ils sont présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie à titre de remboursement des obligations locatives et des intérêts payés plutôt qu'à titre de charges locatives. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019 pour plus de précisions.

Autres charges

Les autres charges se sont élevées à 7,1 millions \$, soit une diminution de 0,8 million \$, ou 10,2 %, comparativement à celles du troisième trimestre de 2018.

Les autres charges se sont établies à 23,7 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2019, soit une hausse de 8,8 % par rapport à 21,8 millions \$ en 2018. L'augmentation repose sur deux facteurs : les frais connexes à l'intégration des deux nouveaux regroupements d'entreprises effectués au cours de l'année précédente et les honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements s'est établie à 10,5 millions \$ au troisième trimestre de 2019, soit une augmentation de 3,1 millions \$, comparativement au montant de 7,4 millions \$ inscrit pour la période correspondante de 2018. De cette augmentation, une tranche de 2,9 millions \$ est liée à l'amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation additionnels selon l'IFRS 16.

La dotation aux amortissements s'est établie à 32,1 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2019, soit une augmentation de 12,1 millions \$, comparativement au montant de 20,0 millions \$ inscrit pour la période correspondante de 2018. De cette augmentation, une tranche de 8,7 millions \$ est liée à l'amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation additionnels selon l'IFRS 16 et une tranche de 2,9 millions \$, à l'amortissement des immobilisations acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises.

La hausse de la dotation aux amortissements découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation des charges financières. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019 pour plus de précisions.

Autres profits et pertes

Les autres profits et pertes ont fluctué de 1,4 million \$, passant d'une perte de 0,4 million \$ au troisième trimestre de 2018 à un profit de 1,0 million \$ au cours du trimestre considéré. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, les autres profits et pertes ont fluctué de 2,4 millions \$, passant d'un profit de 0,8 million \$ en 2018 à une perte de 1,6 million \$ en 2019. Ces variations découlent essentiellement des pertes de change latentes inscrites en 2019 sur la conversion du fonds de roulement net libellé en dollars américains, compte tenu de la force du dollar canadien et du profit de 1,0 million \$ réalisé au troisième trimestre de 2018 par suite de la sortie d'immobilisations corporelles et d'autres règlements non récurrents.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 2,7 millions \$ au troisième trimestre de 2019, soit une hausse de 0,4 million \$ par rapport à celles de 2,3 millions \$ inscrites au trimestre correspondant de 2018. De ce montant, une somme de 1,1 million \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16.

Les charges financières ont atteint 8,4 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2019, soit une hausse de 2,5 millions \$ par rapport à celles inscrites à la période correspondante de 2018. De cette hausse, une somme de 2,9 millions \$ est liée à la charge de désactualisation au titre des obligations supplémentaires selon l'IFRS 16, en partie contrebalancée par les quelque 0,6 million \$ liés à la désactualisation accélérée du montant à payer aux actionnaires, compris dans les passifs financiers non courants des états financiers T3 2018. Ce montant est lié aux soldes exigibles faisant suite à l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen il y a trois ans. L'accélération est liée à la retraite anticipée d'un des cadres supérieurs qui a pris part à la transaction.

La hausse des charges financières découlant de l'adoption de l'IFRS 16 devrait être analysée conjointement avec la diminution des charges locatives et l'augmentation de la dotation aux amortissements. Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019 pour plus de précisions.

Impôt sur le résultat

Au troisième trimestre de 2019, l'impôt sur le résultat s'est élevé à 5,4 millions \$, une hausse de 1,3 million \$ comparativement à 4,1 millions \$ pour la période correspondante de 2018. Cette hausse découle surtout du fait que les avantages fiscaux inhérents aux pertes fiscales d'une de nos filiales à l'étranger ont cessé d'être comptabilisés en 2019 et que le taux d'imposition applicable au résultat avant impôt varie en fonction que les activités sont menées aux États-Unis ou au Canada.

Résultat de la période et résultat par action

Au total, la Société a affiché un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 17,4 millions \$ au troisième trimestre de 2019, soit une baisse de 4,9 millions \$ par rapport à celui 22,3 millions \$ inscrit au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 1,33 \$, dont 1,27 \$ était attribuable aux actions de catégorie A et 1,40 \$ était attribuable aux actions de catégorie B.

Le résultat avant impôt affiché par le secteur des services maritimes s'est élevé à 12,4 millions \$ au troisième trimestre de 2019, soit une baisse de 0,9 million \$ par rapport à celui de 13,3 millions \$ comptabilisé au trimestre correspondant de 2018. Sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été positif au troisième trimestre de 2019. La baisse s'explique par deux facteurs : les charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16 et la diminution de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par une augmentation générale des volumes dans nos terminaux de vrac et de marchandises diverses, dont le niveau d'activité a été plus élevé au trimestre considéré par rapport à celui de la période correspondante de 2018.

Le résultat avant impôt affiché par le secteur des services environnementaux s'est maintenu, s'établissant à 10,5 millions \$ au troisième trimestre de 2019, en regard de celui de 10,7 millions \$ comptabilisé au trimestre correspondant de 2018. Sur le plan de l'exploitation, l'accroissement des activités s'est traduit par une hausse de 6,3 millions \$ des produits. Cette progression a toutefois été contrebalancée par l'augmentation de la charge au titre des avantages du personnel, compte tenu du volume d'affaires attribuable à des activités nécessitant plus de main-d'œuvre au sein des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines par rapport à l'exercice précédent.

Au cours des neuf premiers mois de 2019, la Société a affiché un résultat de 14,7 millions \$, dont une tranche de 0,3 million \$ était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, entraînant un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 14,4 millions \$. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 1,10 \$, dont 1,06 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 1,16 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

Au cours des neuf premiers mois de 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 19,9 millions \$, en baisse par rapport à celui de 22,9 millions \$ inscrit à la période correspondante de 2018. Sur le plan de l'exploitation, le rendement des activités de manutention de marchandises a été positif au cours des neuf premiers mois de 2019. La baisse découle toutefois des honoraires professionnels versés aux fins d'analyse des possibilités d'expansion, des charges supplémentaires entraînées par la transition à l'IFRS 16 et de la diminution de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Au cours des neuf premiers mois de 2019, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a représenté une perte de 1,0 million \$, ce qui constitue une amélioration par rapport à la perte de 3,4 millions \$ inscrite à la période correspondante de 2018. Cette amélioration repose essentiellement sur la hausse des produits et une gestion judicieuse de la charge au titre des avantages du personnel, en partie contrebalancée par le profit de 1,0 million \$ réalisé au troisième trimestre de 2018 par suite de la sortie d'immobilisations corporelles et d'autres règlements non récurrents.

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés des résultats ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels.

Dividendes

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des modestes hausses au cours des années.

Le 7 août 2019, le conseil d'administration de la Société a décidé d'accroître les versements de dividendes de 3,0 %.

Le tableau suivant présente le barème de versements de dividendes pour 2019 quant aux dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

| Date de déclaration | Date de clôture des registres | Date du paiement | Par action de catégorie A \$ | Par action de catégorie B \$ | Total \$ |
|---------------------|-------------------------------|------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------|
| 6 décembre 2018 | 4 janvier 2019 | 18 janvier 2019 | 0,09075 | 0,099825 | 1,2 |
| 15 mars 2019 | 4 avril 2019 | 18 avril 2019 | 0,09075 | 0,099825 | 1,2 |
| 9 mai 2019 | 21 juin 2019 | 5 juillet 2019 | 0,09075 | 0,099825 | 1,2 |
| 7 août 2019 | 27 septembre 2019 | 11 octobre 2019 | 0,09350 | 0,102850 | 1,2 |

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

La stratégie financière et les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont décrits à la note 4 des notes annexes aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 et ont été appliqués de façon constante au cours du troisième trimestre de 2019. Veuillez également vous reporter à la note 4 des notes T3 2019 pour une mise à jour de l'information concernant la gestion du risque financier.

Sources de financement

Au 28 septembre 2019, le total de l'actif s'est établi à 759,1 millions \$, soit une hausse de 122,0 millions \$ par rapport au solde de clôture de 637,1 millions \$ au 31 décembre 2018. Comme il a été mentionné précédemment, cette augmentation découle surtout de l'adoption de l'IFRS 16 et des actifs sur contrats supplémentaires, reflet de l'accroissement de nos activités saisonnières.

La trésorerie et équivalents de trésorerie se sont établis à 16,1 millions \$ à la clôture du troisième trimestre de 2019, en hausse de 0,7 million \$ par rapport à ceux de 15,4 millions \$ inscrits au 31 décembre 2018. Les facteurs ci-après ont eu la plus grande incidence sur cette hausse :

(en milliers de dollars)

À la hausse :

| | |
|---|------|
| Trésorerie liée aux activités d'exploitation | 59,9 |
| Émission de la dette à long terme, nette du remboursement | 31,4 |
| | 91,3 |

À la baisse :

| | |
|---|--------|
| Acquisition d'immobilisations corporelles, nettes du produit de la sortie | (28,2) |
| Variation nette des emprunts bancaires à court terme | (13,6) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | (16,3) |
| Impôt sur le résultat payé | (9,9) |
| Remboursement du montant à payer aux actionnaires | (5,4) |
| Intérêts payés | (8,6) |
| Remboursement des obligations locatives | (7,4) |
| | (89,4) |

Fonds de roulement

Au terme du troisième trimestre de 2019, le fonds de roulement s'est établi à 112,3 millions \$ pour un ratio de 1,90:1 en regard de celui de 82,1 millions \$ pour un ratio de 1,65:1 au 31 décembre 2018. Cette augmentation s'explique par le caractère saisonnier de nos activités, qui a généré une hausse des actifs sur contrat au terme du troisième trimestre de 2019.

Dettes à long terme

En tenant compte des tranches courante et à long terme de la dette à long terme, le solde de 163,3 millions \$ au 31 décembre 2018 a augmenté de 28,7 millions \$ pour atteindre 192,0 millions \$ au 28 septembre 2019. La hausse découle essentiellement de l'émission de la dette à long terme de 82,0 millions \$, en partie contrebalancée par le remboursement de 50,6 millions \$ au titre de la dette à long terme.

En octobre 2019, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont renégocié leur entente de crédit entraînant une modification de l'entente de crédit en vigueur. La facilité de crédit renouvelable non garantie a été augmentée, passant de 175 millions \$ à 300 millions \$ (ou l'équivalent en dollars américains), et vient à échéance en octobre 2023. L'entente de crédit demeure assujettie à certaines clauses financières et non financières. Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

Programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (« RACNA »)

La Société a racheté, aux fins d'annulation, certaines de ses actions dans le cadre du RACNA. Le nouveau RACNA a commencé le 28 octobre 2019 et se terminera le 27 octobre 2020. LOGISTEC a l'intention de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 369 296 actions de catégorie A et 270 195 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 22 octobre 2019.

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société

Au 28 septembre 2019, les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 268,9 millions \$, soit une hausse de 6,7 millions \$ par rapport au solde de clôture de 262,2 millions \$ inscrit au 31 décembre 2018. L'ajout de la dette à long terme s'est traduit par une capitalisation de 425,5 millions \$ pour un ratio d'endettement de 41,7 % en comparaison avec celui de 38,4 % inscrit au 31 décembre 2018.

Au 6 novembre 2019, 7 385 422 actions de catégorie A et 5 403 101 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en une action de catégorie B en tout temps au gré du porteur. Veuillez vous reporter à la note 7 des notes T3 2019 pour des précisions sur le capital social de la Société.

Coentreprise importante

Comme présenté à la note 16 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, la Société détient plusieurs participations dans des coentreprises. La Société n'a qu'une seule coentreprise importante, Terminal Termont inc., dont les activités s'intègrent bien à son secteur des services maritimes.

Le tableau suivant présente les informations financières de Terminal Termont inc. à 100 %. La Société détient une participation de 50 % dans cette coentreprise :

(en milliers de dollars)

| | Au 28 septembre 2019 \$ | | Au 31 décembre 2018 \$ | |
|---|----------------------------------|----------------------------|---------------------------------|----------------------------|
| État de la situation financière | | | | |
| Total de l'actif ⁽¹⁾ | 86 496 | | 48 218 | |
| Total du passif ⁽¹⁾ | 37 631 | | 543 | |
| | Pour les trimestres clos les | | Pour les neuf mois clos les | |
| | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ |
| État des résultats | | | | |
| Produits | 916 | 933 | 2 943 | 2 772 |
| Quote-part du résultat d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence | 1 731 | 3 002 | 4 028 | 5 220 |
| Résultat de la période | 2 217 | 3 534 | 5 695 | 6 770 |

⁽¹⁾ La hausse du total de l'actif et du total du passif est liée à l'adoption de l'IFRS 16.

Autres postes des états consolidés de la situation financière

| Situation financière aux (en millions de dollars) | 28 septembre 2019 \$ | 31 décembre 2018 \$ | Var. \$ | Var. % | Explication de la variation |
|--|----------------------------|---------------------------|------------|-----------|---|
| Actifs sur contrats | 33,7 | 14,3 | 19,4 | n.s. | Les actifs sur contrats représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'incidence du début de la saison sur toutes les activités a entraîné une hausse des travaux en cours à la fin du troisième trimestre de 2019. |
| Immobilisations corporelles | 188,0 | 181,3 | 6,7 | 3,7 | L'augmentation découle essentiellement des dépenses en immobilisations corporelles de 29,9 millions \$, lesquelles ont été supérieures à la dotation aux amortissements de 19,4 millions \$. |
| Actifs au titre du droit d'utilisation | 90,1 | — | 90,1 | n.s. | La hausse est liée à l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes T3 2019. |
| Immobilisations incorporelles | 41,8 | 47,0 | (5,2) | (11,1) | La diminution s'explique surtout par la dotation aux amortissements de 4,0 millions \$. |
| Passifs sur contrats | 9,8 | 5,2 | 4,6 | 88,2 | Les passifs sur contrats représentent la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est comptabilisé au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. L'incidence du début de la saison sur toutes les activités a entraîné une hausse des produits différés à la fin du troisième trimestre de 2019. |
| Tranche courante des obligations locatives | 9,8 | — | 9,8 | n.s. | La hausse est liée à l'adoption de l'IFRS 16, plus amplement décrite aux notes 2 et 6 des notes T3 2019. |
| Obligations locatives non courantes | 81,8 | — | 81,8 | n.s. | |
| Tranche courante de la dette à long terme | 5,2 | 3,3 | 1,9 | 58,5 | La variation est liée à l'émission de la dette à long terme de 82,0 millions \$, en partie contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme de 50,6 millions \$. |
| Dette à long terme | 186,8 | 160,0 | 26,8 | 16,7 | |
| Passifs non courants | 52,7 | 47,0 | 5,7 | 12,2 | L'augmentation découle en grande partie de l'avance de 4,9 millions \$ à payer à une participation ne donnant pas le contrôle. |
| Capital social | 40,3 | 35,0 | 5,3 | 15,0 | La variation résulte surtout de l'émission d'actions de catégorie B conformément aux modalités de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle de Sanexen en 2016. |
| Capital social devant être émis | 9,8 | 14,7 | (4,9) | (33,3) | |

n.s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires habituels au cours du troisième trimestre de 2019.

Adoption des nouvelles normes IFRS et des normes IFRS modifiées

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes et les interprétations suivantes :

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

Les états financiers T3 2019 ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17 *Contrats de location*. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 76,5 millions \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 76,5 millions \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge s'est élevée respectivement à 2,9 millions \$ et à 8,7 millions \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 septembre 2019 et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie respectivement à 1,1 million \$ et à 2,9 millions \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 septembre 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés des résultats.

Veuillez vous reporter aux notes 2 et 6 des notes T3 2019 pour plus de précisions.

IFRIC 23 INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IAS 12)

Les états financiers T3 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T3 2019.

Régie d'entreprise

Conformément aux exigences du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la présidente et chef de la direction et le chef des finances ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société incluant les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont révisé ce rapport de gestion et les états financiers T3 2019 et les notes s'y rapportant (les « documents intermédiaires »). À leur connaissance, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires. À leur connaissance, les états financiers T3 2019 et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

La présidente et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception des CPCI fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents intermédiaires, et que l'information qui doit être présentée dans les documents intermédiaires a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS, les principes comptables généralement reconnus de la Société.

Il n'y a eu aucune modification apportée au CIIF de la Société au cours du troisième trimestre de 2019 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

Perspectives

Nous sommes satisfaits des résultats du troisième trimestre de 2019, bien qu'ils soient inférieurs à ceux attendus.

Le secteur des services maritimes a dégagé un rendement convenable en raison des activités soutenues liées au transport maritime côtier vers l'Arctique et des résultats robustes tirés des services de manutention de marchandises en dépit des volumes moins importants que prévu des produits d'acier, des conteneurs et des cargaisons ponctuelles. Nous anticipons que les volumes atteints se maintiendront au quatrième trimestre de 2019, notamment au chapitre des marchandises en vrac et celles liées à des projets.

Dans le secteur des services environnementaux, les résultats dégagés au trimestre considéré s'apparentent à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, alors que ceux présentés depuis le début de l'exercice sont légèrement supérieurs à ceux de l'exercice précédent à pareille date. Présentés plus tôt dans le présent rapport, les quatre principaux facteurs à l'origine des variations précitées se résument comme suit : l'accroissement des activités liées à la restauration de sites et l'amélioration des résultats de FER-PAL ont été contrebalancés par la diminution des produits tirés de la fabrication de boyaux tissés et par des activités liées à Aqua-Pipe au Québec. En ce qui a trait aux activités de restauration de sites, nous prévoyons que le rythme soutenu se maintiendra jusqu'à la fin de 2019.

RAPPORT DE GESTION T3 2019

(non audité)

puisque nous disposons d'un carnet de commandes étoffé dont les dates de livraison sont prévues pour cette année. Pour ce qui est des activités de FER-PAL, les mesures d'amélioration du contrôle des coûts mises en place en 2019 devraient permettre de clore l'année sur une meilleure note.

Nous faisons donc preuve d'un optimisme prudent et croyons que nous pourrions produire, au quatrième trimestre de 2019 des résultats attrayants à l'appui d'un rendement global supérieur à celui dégagé en 2018.

Nous demeurons axés sur notre objectif à long terme qui consiste à accroître notre chiffre d'affaires et nos résultats. Dans cette optique, nous sommes à l'affût, dans nos deux secteurs d'activité, de possibilités susceptibles de générer une croissance en faveur de la Société, de ses actionnaires et de ses partenaires.

Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.LOGISTEC.com), dans la section « Investisseurs ».

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur le site Internet de SEDAR et sur le site Internet de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, ses performances, sa situation financière et en particulier l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses affaires. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs. Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs.

Les risques et incertitudes importants qui pourraient faire différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique « Risques d'affaires » du rapport annuel de la Société et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des concurrents. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

(signé) Jean-Claude Dugas
Jean-Claude Dugas, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 6 novembre 2019

États consolidés intermédiaires résumés des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants par action et le nombre d'actions)

| | | Pour les trimestres clos les | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|-------|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | Notes | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ |
| Produits | 9 | 195 293 | 184 537 | 466 216 | 416 161 |
| Charge au titre des avantages du personnel | | (95 261) | (87 718) | (232 353) | (211 369) |
| Charge relative au matériel et fournitures | | (50 756) | (47 204) | (124 374) | (110 833) |
| Charges locatives | 6 | (11 290) | (12 784) | (30 878) | (33 623) |
| Autres charges | | (7 059) | (7 859) | (23 736) | (21 816) |
| Dotation aux amortissements | 6 | (10 497) | (7 385) | (32 059) | (19 953) |
| Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence | | 4 162 | 4 575 | 5 654 | 5 606 |
| Autres profits (pertes) | | 951 | (400) | (1 577) | 755 |
| Résultat d'exploitation | | 25 543 | 25 762 | 26 893 | 24 928 |
| Charges financières | 6 | (2 733) | (2 272) | (8 374) | (5 918) |
| Produits financiers | | 71 | 414 | 356 | 512 |
| Résultat avant impôt | | 22 881 | 23 904 | 18 875 | 19 522 |
| Impôt sur le résultat | | (5 403) | (4 081) | (4 222) | (4 966) |
| Résultat de la période | | 17 478 | 19 823 | 14 653 | 14 556 |
| Résultat attribuable aux : | | | | | |
| Propriétaires de la Société | | 17 393 | 22 256 | 14 430 | 14 647 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 85 | (2 433) | 223 | (91) |
| Résultat de la période | | 17 478 | 19 823 | 14 653 | 14 556 |
| Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾ | | 1,31 | 1,68 | 1,09 | 1,11 |
| Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾ | | 1,44 | 1,85 | 1,19 | 1,22 |
| Résultat dilué par action de catégorie A | | 1,27 | 1,62 | 1,06 | 1,07 |
| Résultat dilué par action de catégorie B | | 1,40 | 1,78 | 1,16 | 1,17 |
| Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base et dilué | | 7 385 989 | 7 405 022 | 7 389 289 | 7 405 466 |
| Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base | | 5 407 301 | 5 286 167 | 5 377 686 | 5 240 222 |
| Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué | | 5 714 471 | 5 741 904 | 5 717 871 | 5 730 299 |

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »)

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »)

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

| | Pour les trimestres clos les | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|------------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ | 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ |
| Résultat de la période | 17 478 | 19 823 | 14 653 | 14 556 |
| Autres éléments du résultat global | | | | |
| Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats | | | | |
| Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger | 1 591 | (2 141) | (3 359) | 2 841 |
| (Pertes) profits latents(es) découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger | (810) | — | 2 348 | — |
| Profits (pertes) sur instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | 18 | — | (167) | 4 |
| Impôt sur le résultat lié aux instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (5) | — | 45 | (1) |
| Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats | 794 | (2 141) | (1 133) | 2 844 |
| Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats | | | | |
| (Pertes) profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies | (1 056) | 1 155 | (2 136) | 2 326 |
| Rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période | 2 254 | 19 | 539 | (14) |
| Impôt sur le résultat sur les (pertes) profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période | (323) | (308) | 429 | (613) |
| Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats | 875 | 866 | (1 168) | 1 699 |
| Autres éléments du résultat global de la période, après impôt sur le résultat | 1 669 | (1 275) | (2 301) | 4 543 |
| Résultat global total de la période | 19 147 | 18 548 | 12 352 | 19 099 |
| Total du résultat global attribuable aux : | | | | |
| Propriétaires de la Société | 19 054 | 20 990 | 12 142 | 19 176 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 93 | (2 442) | 210 | (77) |
| Résultat global total de la période | 19 147 | 18 548 | 12 352 | 19 099 |

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

| | Notes | Au 28 septembre 2019 \$ | Au 31 décembre 2018 \$ |
|--|-------|----------------------------------|---------------------------------|
| Actif | | | |
| Actif courant | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 16 102 | 15 393 |
| Créances clients et autres débiteurs | | 162 965 | 160 067 |
| Actifs sur contrats | | 33 669 | 14 282 |
| Actifs d'impôt exigible | | 5 384 | 2 964 |
| Charges payées d'avance et autres charges | | 6 052 | 4 899 |
| Stocks | | 13 421 | 10 711 |
| | | 237 593 | 208 316 |
| Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence | | 39 869 | 38 005 |
| Immobilisations corporelles | | 187 954 | 181 284 |
| Actifs au titre du droit d'utilisation | 6 | 90 065 | — |
| Goodwill | 5 | 141 437 | 142 672 |
| Immobilisations incorporelles | 5 | 41 805 | 47 006 |
| Actifs non courants | | 2 141 | 2 173 |
| Actifs financiers non courants | | 5 197 | 6 328 |
| Actifs d'impôt différé | | 13 022 | 11 319 |
| Total de l'actif | | 759 083 | 637 103 |
| Passif | | | |
| Passif courant | | | |
| Emprunts bancaires à court terme | | — | 13 577 |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs | | 97 464 | 98 668 |
| Passifs sur contrats | | 9 834 | 5 225 |
| Passifs d'impôt exigible | | 951 | 3 480 |
| Dividendes à payer | | 2 023 | 1 973 |
| Tranche courante des obligations locatives | 6 | 9 810 | — |
| Tranche courante de la dette à long terme | | 5 221 | 3 294 |
| | | 125 303 | 126 217 |
| Obligations locatives | 6 | 81 836 | — |
| Dette à long terme | 8 | 186 765 | 160 003 |
| Passifs d'impôt différé | | 21 112 | 21 465 |
| Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi | | 17 023 | 14 716 |
| Passifs sur contrats | | 3 033 | 3 333 |
| Passifs non courants | | 52 719 | 46 980 |
| Total du passif | | 487 791 | 372 714 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | 7 | 40 269 | 35 016 |
| Capital social devant être émis | 7 | 9 811 | 14 717 |
| Résultats non distribués | | 207 870 | 200 404 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | 10 941 | 12 061 |
| Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société | | 268 891 | 262 198 |
| Participation ne donnant pas le contrôle | | 2 401 | 2 191 |
| Total des capitaux propres | | 271 292 | 264 389 |
| Total du passif et des capitaux propres | | 759 083 | 637 103 |

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

| | Notes | Attribuable aux propriétaires de la Société | | | | | | | |
|---|-------|--|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|--------------------------|----------------|---|----------------------------|
| | | Cumul des autres éléments du résultat global | | | | | | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
| | | Capital social | Capital social devant être émis | Couvertures de flux de trésorerie | Conversion des devises | Résultats non distribués | Total | | |
| | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 1^{er} janvier 2019 | | 35 016 | 14 717 | 135 | 11 926 | 200 404 | 262 198 | 2 191 | 264 389 |
| Résultat de la période | | — | — | — | — | 14 430 | 14 430 | 223 | 14 653 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger | | — | — | — | (3 346) | — | (3 346) | (13) | (3 359) |
| Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger | | — | — | — | 2 348 | — | 2 348 | — | 2 348 |
| Pertes sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat | | — | — | — | — | (1 168) | (1 168) | — | (1 168) |
| Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat | | — | — | (122) | — | — | (122) | — | (122) |
| Résultat global total de la période | | — | — | (122) | (998) | 13 262 | 12 142 | 210 | 12 352 |
| Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise | | — | — | — | — | (697) | (697) | — | (697) |
| Rachat des actions de catégorie A | 7 | (5) | — | — | — | (286) | (291) | — | (291) |
| Émission et rachat des actions de catégorie B | 7 | 352 | — | — | — | (1 146) | (794) | — | (794) |
| Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale | 7 | 4 906 | (4 906) | — | — | — | — | — | — |
| Dividendes sur actions de catégorie A | 7 | — | — | — | — | (2 032) | (2 032) | — | (2 032) |
| Dividendes sur actions de catégorie B | 7 | — | — | — | — | (1 635) | (1 635) | — | (1 635) |
| Solde au 28 septembre 2019 | | 40 269 | 9 811 | 13 | 10 928 | 207 870 | 268 891 | 2 401 | 271 292 |

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (suite)

(en milliers de dollars canadiens)

| | Notes | Attribuable aux propriétaires de la Société | | | | | | | |
|---|-------|--|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|--------------------------|---------|---|----------------------------|
| | | Cumul des autres éléments du résultat global | | | | | | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
| | | Capital social | Capital social devant être émis | Couvertures de flux de trésorerie | Conversion des devises | Résultats non distribués | Total | | |
| | | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 1 ^{er} janvier 2018 | | 29 019 | 19 820 | 138 | 6 468 | 173 129 | 228 574 | 2 221 | 230 795 |
| Résultat de la période | | — | — | — | — | 14 647 | 14 647 | (91) | 14 556 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger | | — | — | — | 2 827 | — | 2 827 | 14 | 2 841 |
| Profit sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de la période, après impôt sur le résultat | | — | — | — | — | 1 699 | 1 699 | — | 1 699 |
| Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat | | — | — | 3 | — | — | 3 | — | 3 |
| Résultat global total de la période | | — | — | 3 | 2 827 | 16 346 | 19 176 | (77) | 19 099 |
| Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise | | — | — | — | — | (1 356) | (1 356) | — | (1 356) |
| Rachat des actions de catégorie A | 7 | — | — | — | — | (32) | (32) | — | (32) |
| Émission et rachat des actions de catégorie B | 7 | 1 021 | — | — | — | (242) | 779 | — | 779 |
| Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale | 7 | 5 103 | (5 103) | — | — | — | — | — | — |
| Dividendes sur actions de catégorie A | 7 | — | — | — | — | (1 894) | (1 894) | — | (1 894) |
| Dividendes sur actions de catégorie B | 7 | — | — | — | — | (1 483) | (1 483) | — | (1 483) |
| Autres dividendes | | — | — | — | — | (776) | (776) | — | (776) |
| Solde au 29 septembre 2018 | | 35 143 | 14 717 | 141 | 9 295 | 183 692 | 242 988 | 2 144 | 245 132 |

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

| | Notes | Pour les neuf mois clos les 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ |
|--|-------|--|-------------------------|
| Activités d'exploitation | | | |
| Résultat de la période | | 14 653 | 14 556 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie et équivalents de trésorerie | | 45 293 | 29 588 |
| Trésorerie liée aux activités d'exploitation | | 59 946 | 44 144 |
| Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence | | 3 770 | 3 346 |
| Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies | | (698) | (816) |
| Règlement des provisions | | (217) | (251) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | | (16 333) | (5 019) |
| Impôt sur le résultat payé | | (9 857) | (9 127) |
| | | 36 611 | 32 277 |
| Activités de financement | | | |
| Variation nette des emprunts bancaires à court terme | 8 | (13 577) | 1 780 |
| Émission de la dette à long terme | 8 | 81 969 | 127 447 |
| Remboursement de la dette à long terme | | (50 607) | (47 100) |
| Remboursement des obligations locatives | 6 | (7 374) | — |
| Intérêts payés | 6 | (8 635) | (5 087) |
| Émission d'actions de catégorie B | | 258 | 561 |
| Rachat des actions de catégorie A | 7 | (291) | (32) |
| Rachat des actions de catégorie B | 7 | (1 350) | (272) |
| Dividendes versés sur les actions de catégorie A | | (2 012) | (1 833) |
| Dividendes versés sur les actions de catégorie B | | (1 606) | (1 419) |
| | | (3 225) | 74 045 |
| Activités d'investissement | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | | (29 919) | (13 488) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | | (53) | (172) |
| Produit de la sortie d'immobilisations corporelles | | 1 676 | 961 |
| Regroupements d'entreprises | | — | (97 998) |
| Trésorerie acquise lors d'un regroupement d'entreprises | | — | 2 501 |
| Remboursement du montant à payer aux actionnaires | | (5 386) | — |
| Intérêts perçus | | 226 | 394 |
| Trésorerie versée à une participation ne donnant pas le contrôle | | — | (157) |
| Remboursement d'autres actifs financiers non courants | | 157 | 159 |
| Remboursement d'autres passifs non courants | | (310) | — |
| Acquisition d'autres actifs non courants | | (276) | (286) |
| Sortie d'autres actifs non courants | | 123 | 193 |
| | | (33 762) | (107 893) |
| Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie | | (376) | (1 571) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | | 15 393 | 3 963 |
| Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger | | 1 085 | (526) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | | 16 102 | 1 866 |
| Renseignements supplémentaires | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles incluse dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs | | 645 | 391 |
| Émission d'actions de catégorie B en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés pour des prêts ne portant pas intérêt | 7 | 298 | 489 |

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

1. Informations générales

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 34 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société, par l'intermédiaire de ses filiales Sanexen Services Environnementaux inc. (« Sanexen ») et FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »), offre des services environnementaux incluant la réhabilitation structurale sans tranchée de conduites d'eau souterraines, la gestion des matières réglementées, la restauration de sites, l'analyse de risques et la fabrication de boyaux tissés.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 360, rue Saint-Jacques, bureau 1500, Montréal (QC) H2Y 1P5, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les états financiers T3 2019 ci-joints de la Société sont la responsabilité de la direction et ont été préparés par celle-ci. Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 6 novembre 2019.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, et au moyen des mêmes méthodes comptables que celles décrites à la note 2 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018, à l'exception de ce qui est décrit ci-après.

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des états financiers T3 2019 tient compte d'hypothèses importantes formulées par la direction, lesquelles ont été énoncées à la note 3 des notes annexes aux états financiers consolidés 2018.

Les états financiers T3 2019 ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 de la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Normes et interprétations comptables publiées et adoptées

Le 1^{er} janvier 2019, la Société a adopté les normes suivantes :

IFRS 16 *CONTRATS DE LOCATION*

L'IFRS 16 précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur égard. La norme présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur, exigeant la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'égard de tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que le bien sous-jacent est de faible valeur. Cette norme remplace l'IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 »), l'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, la SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et la SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'IFRS 16. La Société a adopté cette norme selon l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont donc présentées selon l'IAS 17. La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification visant les contrats de location à court terme et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur, et d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location comportant des durées résiduelles similaires.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification afin de ne pas être tenue de réapprécier si un contrat était ou renfermait un contrat de location au 1^{er} janvier 2019. Elle a plutôt examiné et réévalué les contrats de location en cours auparavant désignés comme des contrats de location selon l'IAS 17 et a conclu, sur la base des faits et circonstances qui prévalaient à cette date, que l'adoption initiale de l'IFRS 16 a eu les répercussions suivantes sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de location et l'information à fournir à leur égard :

- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 76 517 \$, ce qui correspond à l'actif au titre du droit d'utilisation en vertu de contrats de location;
- La dette à long terme (incluant la tranche courante) a augmenté de 76 517 \$, ce qui correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite des contrats de location;
- Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis selon l'IAS 16 *Immobilisations corporelles*. La charge pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 septembre 2019 s'est élevée respectivement à 2 938 \$ et à 8 726 \$ et a été comptabilisée dans la dotation aux amortissements des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- La charge de désactualisation au titre des obligations locatives s'est établie respectivement à 1 090 \$ et à 2 888 \$ pour le trimestre et les neuf mois clos le 28 septembre 2019 et a été comptabilisée dans les charges financières des états consolidés intermédiaires résumés des résultats;
- Les informations supplémentaires à fournir conformément à l'IFRS 16 sont présentées à la note 6.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

| | 1er janvier 2019 \$ |
|--|---------------------------|
| Engagement en vertu des contrats de location simple au 31 décembre 2018, comme présenté dans les états financiers consolidés de la Société | 85 229 |
| Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 4,70 % | (7 775) |
| Passifs au titre des contrats de location-financement comptabilisés au 31 décembre 2018 | 77 454 |
| Exemption relative à la comptabilisation au titre des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien est de faible valeur | (1 587) |
| Options de prolongation et options de réalisation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer | 24 322 |
| Paievements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux | (23 672) |
| Obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019 | 76 517 |

La Société a modifié ses principales méthodes comptables qui sont communiquées ci-après.

IFRIC 23 *INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX* (IAS 12)

L'IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IAS 12), apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions de l'IAS 12 *Impôts sur le résultat*, en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

Les états financiers T3 2019 ont été préparés conformément à l'IAS 12. La Société a terminé l'évaluation de l'incidence de cette interprétation et a établi que l'adoption de celle-ci n'a aucune incidence importante sur ses états financiers T3 2019.

Changements aux principales méthodes comptables

La Société a adopté les dispositions de l'IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE AVANT LE 1^{ER} JANVIER 2019

Les contrats de location étaient classés soit comme des contrats de location simple, soit comme des contrats de location-financement en fonction de la substance de la transaction à la date de passation du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Les contrats en vertu desquels le bailleur conservait une part importante des risques et des avantages liés à la propriété étaient classés comme des contrats de location simple. Les charges au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple étaient comptabilisées dans les états consolidés des résultats sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les contrats de location en vertu desquels la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété était transférée à la Société étaient classés comme des contrats de location-financement.

Les actifs détenus en vertu des contrats de location-financement étaient initialement comptabilisés à titre d'actifs de la Société, à leur juste valeur déterminée à la date de passation du contrat de location ou, si celle-ci était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le passif correspondant envers le bailleur était inscrit dans les états consolidés de la situation financière comme une obligation liée à un contrat de location-financement et était classé dans la dette à long terme.

Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière était comptabilisée directement aux

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

états consolidés des résultats à moins qu'elle n'ait été directement attribuable à un actif qualifié, auquel cas, elle était incorporée dans le coût de l'actif.

CONTRATS DE LOCATION – MÉTHODE COMPTABLE APPLIQUÉE APRÈS LE 1^{ER} JANVIER 2019

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme, dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location au poste Charges locatives des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide de taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

3. Caractère saisonnier des activités

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts implique l'excavation des sols, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre, ont toujours eu un niveau d'activité plus bas et ont obtenu des résultats plus faibles que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

4. Gestion du risque financier

Gestion du capital

La Société mesure le ratio d'endettement sur une base trimestrielle. Au 28 septembre 2019, le ratio correspondait à 41,7 %, selon une dette de 191 986 \$ divisée par une capitalisation de 460 877 \$ (38,4 % au 31 décembre 2018, selon une dette de 163 297 \$ divisée par une capitalisation de 425 459 \$).

Au 28 septembre 2019, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement en surveillant activement et de manière continue la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique. Au total, la Société sert environ 2 200 clients. Pour les neuf mois clos le 28 septembre 2019, les 20 clients les plus importants ont représenté 33,6 % (41,3 % en 2018) des produits consolidés.

Juste valeur des instruments financiers

Au 28 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, n'était pas considérablement différente de la valeur comptable au 28 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des obligations locatives n'était pas considérablement différente de la valeur comptable au 28 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, puisque leurs conditions de financement étaient similaires à celles dont disposait alors la Société.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables ou qui sont corroborées par des données du marché par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Pour la période close le 28 septembre 2019, aucun instrument financier n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité

Au 28 septembre 2019, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises comprenant une option de vente émise se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 3 500 \$ pour la période close le 28 septembre 2019 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

5. Regroupements d'entreprises

Regroupements d'entreprises en 2018

Le 25 mai 2018, la Société a acquis la totalité des participations dans Pate pour un prix d'achat de 9 599 \$ US (12 364 \$ CA), sous réserve de certains ajustements.

Pate offre des services de manutention et de distribution de marchandises en Floride. Cette acquisition continue d'élargir le réseau de terminaux portuaires de la Société et positionne stratégiquement LOGISTEC sur la côte américaine du golfe du Mexique.

Au 30 mars 2019, la Société a finalisé son estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. Par conséquent, nous avons inscrit une hausse des immobilisations incorporelles de 5 620 \$, une hausse des immobilisations corporelles de 1 945 \$ et une baisse de l'actif courant de 177 \$, ainsi que l'ajustement correspondant de 7 388 \$ au titre du goodwill. Les données comparatives présentées dans les états consolidés résumés de la situation financière ont été modifiées en conséquence.

À la date d'acquisition, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents était la suivante :

| | \$ |
|---|---------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 124 |
| Actif courant | 1 093 |
| Immobilisations corporelles | 6 039 |
| Goodwill (déductible à des fins fiscales) | 3 400 |
| Immobilisations incorporelles | 5 667 |
| Passif courant | (201) |
| Dette à long terme | (3 758) |
| | 12 364 |
| Contrepartie de l'achat | |
| Trésorerie | 12 364 |
| | 12 364 |

La répartition du prix d'achat de Pate est définitive.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

6. Contrats de location

Actifs au titre du droit d'utilisation

| Valeur comptable | Terrains et bâtiments \$ | Machinerie et matériel roulant \$ | Matériel informatique, mobilier et agencements \$ | Total \$ |
|---------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|--|-------------|
| Au 1 ^{er} janvier 2019 | 69 102 | 7 201 | 214 | 76 517 |
| Ajouts | 24 855 | 742 | 100 | 25 697 |
| Sorties | (2 018) | (45) | (11) | (2 074) |
| Dotation aux amortissements | (6 990) | (1 680) | (56) | (8 726) |
| Incidence des écarts de change | (1 178) | (170) | (1) | (1 349) |
| Au 28 septembre 2019 | 83 771 | 6 048 | 246 | 90 065 |

Obligations locatives

| | Au 28 septembre 2019 \$ |
|---|----------------------------------|
| Flux de trésorerie contractuels non actualisés | |
| Moins de 1 an | 13 722 |
| Entre 1 an et 5 ans | 41 912 |
| Plus de 5 ans | 66 448 |
| Total des obligations locatives non actualisées | 122 082 |
| Obligations locatives au 28 septembre 2019 | 91 646 |
| Passif courant | 9 810 |
| Passif non courant | 81 836 |

Montant comptabilisé dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats

| | Pour les trimestres clos les 28 septembre 2019 \$ | Pour les neuf mois clos les 28 septembre 2019 \$ |
|--|--|---|
| Charge d'intérêt rattachée aux obligations locatives | 1 090 | 2 888 |
| Charge liée aux paiements de loyers variables et aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, dont il n'est pas tenu compte dans l'évaluation des obligations locatives | 8 614 | 23 578 |

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

7. Capital social

Depuis le début de l'exercice, en vertu du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, 6 800 (700 en 2018) actions de catégorie A et 32 800 (5 700 en 2018) actions de catégorie B ont été rachetées et annulées pour une contrepartie en trésorerie de respectivement 291 \$ (32 \$ en 2018) et 1 350 \$ (272 \$ en 2018). De ce montant, l'excédent sur le capital versé des actions rachetées totalisant, respectivement, 286 \$ (32 \$ en 2018) et 1 146 \$ (242 \$ en 2018), a été imputé aux résultats non distribués.

Au 28 septembre 2019, à la suite de l'émission de 14 800 (23 250 en 2018) actions de catégorie B en vertu du Régime d'achat d'actions pour les employés (« RAAE »), un solde de 193 700 actions de catégorie B n'avait pas encore été attribué en vertu de ce RAAE. Ces 14 800 (23 250 en 2018) actions de catégorie B ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 258 \$ (562 \$ en 2018) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 298 \$ (489 \$ en 2018), remboursables sur deux ans. La valeur comptable des prêts ne portant pas intérêt était de 420 \$ au 28 septembre 2019 (482 \$ au 31 décembre 2018).

Au cours du troisième trimestre clos le 28 septembre 2019, aucune action de catégorie A n'a été convertie en action de catégorie B (500 en 2018).

À la suite de la conclusion de l'entente de 2016 avec Sanexen, au 28 septembre 2019, LOGISTEC a émis 148 567 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis de 14 717 \$ au 31 décembre 2018 à 9 811 \$ au 28 septembre 2019.

Les actions émises et en circulation sont réparties comme suit :

| | Au 28 septembre 2019 \$ | Au 31 décembre 2018 \$ |
|--|----------------------------------|---------------------------------|
| 7 385 922 actions de catégorie A (7 392 722 au 31 décembre 2018) | 4 880 | 4 885 |
| 5 403 901 actions de catégorie B (5 273 334 au 31 décembre 2018) | 35 389 | 30 131 |
| | 40 269 | 35 016 |

Dividendes

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

| | Pour les neuf mois clos les 28 septembre 2019 \$ | 29 septembre 2018 \$ |
|------------------------|---|----------------------------|
| Actions de catégorie A | 0,28 | 0,26 |
| Actions de catégorie B | 0,30 | 0,28 |

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

8. Dette à long terme

Au 28 septembre 2019, un montant de 131 632 \$ a été prélevé sur les facilités de crédit existantes, dont un montant de 3 763 \$ de lettres de crédit. Le montant inutilisé au titre de la facilité de crédit était de 43 368 \$.

En juin 2019, FER-PAL a prolongé son entente de crédit grâce au refinancement de la marge de découvert et à l'ajout d'un emprunt à vue. La marge de découvert a été réduite, passant de 15 000 \$ à 10 000 \$, tandis que le nouvel emprunt à vue de 10 000 \$ est payable sur une période de 48 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, calculés au taux préférentiel majoré de 0,75 %. L'entente de crédit demeure assujettie à certaines clauses financières et non financières. Au 28 septembre 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la marge de découvert.

9. Produits

Les produits se détaillent comme suit :

| | Pour les trimestres clos les | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|------------------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------|
| | 28 septembre 2019 | 29 septembre 2018 | 28 septembre 2019 | 29 septembre 2018 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits tirés des services de manutention de marchandises | 100 868 | 96 398 | 284 491 | 245 347 |
| Produits tirés des services de réhabilitation de conduites d'eau souterraines | 61 746 | 60 400 | 103 942 | 97 341 |
| Produits tirés des services de restauration des sites et des services de décontamination | 27 583 | 16 554 | 50 783 | 42 737 |
| Produits tirés de la vente de biens | 5 096 | 11 185 | 27 000 | 30 736 |
| | 195 293 | 184 537 | 466 216 | 416 161 |

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

10. Information sectorielle

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables utilisées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt comptabilisé pour chaque secteur.

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation et par secteur géographique :

Secteurs d'exploitation

Le tableau suivant présente les informations financières par secteur d'exploitation :

| | Services maritimes \$ | Services environne- mentaux \$ | Total \$ |
|---|-----------------------------|---|-------------|
| Pour le trimestre clos le 28 septembre 2019 | | | |
| Produits | 100 867 | 94 426 | 195 293 |
| Résultat avant impôt | 12 370 | 10 511 | 22 881 |
| Pour les neuf mois clos le 28 septembre 2019 | | | |
| Produits | 286 500 | 179 716 | 466 216 |
| Résultat avant impôt | 19 912 | (1 037) | 18 875 |
| Au 28 septembre 2019 | | | |
| Total de l'actif | 468 297 | 290 786 | 759 083 |
| Total du passif | 325 626 | 162 165 | 487 791 |
| Pour le trimestre clos le 29 septembre 2018 | | | |
| Produits | 96 398 | 88 139 | 184 537 |
| Résultat avant impôt | 13 251 | 10 653 | 23 904 |
| Pour les neuf mois clos le 29 septembre 2018 | | | |
| Produits | 245 347 | 170 814 | 416 161 |
| Résultat avant impôt | 22 894 | (3 372) | 19 522 |
| Au 31 décembre 2018 | | | |
| Total de l'actif | 377 876 | 259 227 | 637 103 |
| Total du passif | 242 708 | 130 006 | 372 714 |

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS T3 2019

Au 28 septembre 2019 et au 29 septembre 2018, et pour les trimestres et les neuf mois clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

Secteurs géographiques

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

| Produits | Canada \$ | É.-U. \$ | Total \$ |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Pour le trimestre clos le 28 septembre 2019 | 111 555 | 83 738 | 195 293 |
| Pour le trimestre clos le 29 septembre 2018 | 110 715 | 73 822 | 184 537 |
| Pour les neuf mois clos le 28 septembre 2019 | 232 702 | 233 514 | 466 216 |
| Pour les neuf mois clos le 29 septembre 2018 | 231 915 | 184 246 | 416 161 |
| Actifs non courants ⁽¹⁾ | | | |
| Au 28 septembre 2019 | 258 381 | 244 890 | 503 271 |
| Au 31 décembre 2018 | 231 466 | 179 674 | 411 140 |

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

11. Événement postérieur à la date de clôture

En octobre 2019, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont renégocié leur entente de crédit entraînant une modification de l'entente de crédit en vigueur. La facilité de crédit renouvelable non garantie a été augmentée, passant de 175 000 \$ à 300 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains), et vient à échéance en octobre 2023. L'entente de crédit demeure assujettie à certaines clauses financières et non financières. Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

LOGISTEC Corporation
360, rue Saint-Jacques
Bureau 1500
Montréal (QC) H2Y 1P5
www.LOGISTEC.com

